

NOUS NE VOULONS PLUS ÊTRE SALARIES GE

Lors de la signature en novembre 2014 de l'accord entre le groupe américain General Electric et l'état français prévoyant la création de 1000 emplois en France ainsi que la localisation en France des quartiers généraux et des équipes mondiales de direction, GE et ALSTOM ENERGIE comptait respectivement 11 000 et 9 000 salariés en France, soit un total de près de 20 000 salariés sur notre territoire.

GE ne compte aujourd'hui plus que 13 000 salariés dont près de 800 sont en congé de reclassement à la recherche d'un emploi ou en préretraite. En considérant 4 000 salariés ont quitté le groupe dans le cadre de cessions (GE CAPITAL, GE OIL&GAS, ...) GE a déjà supprimé plus de 3 000 emplois en France sans compter l'ensemble des plans de restructurations en cours :

- GRID (réseaux) : 580 emplois délocalisés de Villeurbanne, Saint Priest, Aix-les-bains, Montpellier, Boulogne, Massy, vers la Chine, l'Inde, la Turquie, l'Italie, l'Allemagne et le Royaume-uni
- HYDRO (barrage hydroélectric) : 135 emplois délocalisés (dont la fermeture du site de Belfort) de Belfort, Boulogne, Grenoble en Inde, Chine, Turquie
- IS&T (informatique) : 107 emplois délocalisés de Belfort, Boulogne vers la Hongrie et l'Inde
- GOF (fonction RH) : 25 emplois délocalisés de Belfort, Boulogne vers l'Egypte
- GEII (AVIATION) : 25 postes supprimés

Toutes les business de GE présents en France ont été touchés par des plans de délocalisations d'activité :

- POWER qui regroupe les activités nucléaire & charbon, turbines à gaz et conversion de puissance
- RENEUVABLES qui regroupe les activités réseaux électriques, éolien et hydroélectricité
- HEALTHCARE qui regroupe les activités médicales

2016 : arrêt du solaire de concentration à Belfort + PSE ingénierie des Chaudières à Massy

2017 : PSE HYDRO

2019 : PSE turbines à gaz à Belfort + PSE AMSA (centre partagé finance créé dans le cadre de l'engagement de création des 1000 emplois) + RCC dans le nucléaire & charbon + RCC conversion de puissance

L'année prochaine, la France comptera moins de salariés GE qu'avant l'acquisition d'ALSTOM ENERGIE et plus aucun quartier général, malgré les engagements contractés avec l'état français en novembre 2014.

Ce désengagement de la France ne fera que s'amplifier dans les années à venir au regard de la politique financière à court terme menée par GE de délocalisation, réduction des budgets d'investissement et de R&D.

Devant l'absence de perspectives, les salariés de GE en France veulent fuir ce groupe qui détruit nos filières industrielles stratégiques et nos emplois hautement qualifiés qui ont fait rayonner notre pays à travers le monde.

Répartition des effectifs GE par business en 2019 (CDI + CDD)

Taille des bulles : proportionnelle aux effectifs

